

Les crédits

D'ici l'an 2000, le Canada aura réduit les déchets urbains de 50 p. 100. C'est une mesure très importante, compte tenu des deux records navrants que détient le Canada dans ce domaine. Tout d'abord, les chiffres révèlent que le Canada est le pays qui gaspille le plus au monde, plus que les Américains. Les Canadiens sont tellement riches et tellement habitués à utiliser quantité de matériaux qu'ils produisent le plus de déchets urbains au monde par habitant.

En deuxième lieu, nous sommes le pays qui fait le moins de recyclage au monde. Si nous suivions l'exemple du Japon, nous pourrions épargner tous les arbres abattus en Ontario pendant un an. Nous avons beaucoup à faire et cette politique est un pas dans la bonne direction.

Nous sommes évidemment d'accord avec l'objet de la résolution. L'opposition a tout à fait raison de vouloir une meilleure gestion des déchets et notamment des déchets toxiques. Il faut par ailleurs redouter la démagogie. Nous devons reconnaître qu'elle tente parfois certains d'entre nous à qui il arrive de succomber.

Je déplore que la députée de Hamilton-Est (M^{me} Copps) ait succombé à la tentation aujourd'hui, comme cela lui est arrivé par le passé. Je m'étonne qu'elle se plaigne des propos de ce fonctionnaire à notre ambassade de Washington. Le projet de loi américain a, entre autres objectifs, celui de contrôler et de définir les caractéristiques des emplacements canadiens tout en donnant au gouvernement américain le pouvoir d'envoyer des inspecteurs surveiller nos propres emplacements. Ce jeune diplomate canadien a cru de son devoir d'en discuter avec nos amis américains pour les en dissuader.

• (1540)

Il a dit: «C'est notre pays.» Le Canada ne fait pas partie des États-Unis d'Amérique. Ces derniers ne peuvent légiférer à notre place. Notre Parlement est là pour s'en charger. Nous nous soucions de notre environnement. Nous ne pouvons agir isolément. Je ne comprends pas ce que fait la députée de Hamilton-Est. Elle est très habile. Elle essaie d'embrouiller les choses.

La vérité, c'est que ce jeune diplomate s'est dit en lisant le projet de loi: «Cela n'a pas de sens. Je suis Canadien. Je suis payé pour protéger la souveraineté du

Canada à l'étranger. Je vais dire aux Américains de ne pas faire cela.» Il n'a pas besoin de directives spéciales du ministre de l'Environnement pour prendre cette attitude. J'ai été ambassadeur en France.

La députée de Hamilton-Est a raison quand elle dit que les diplomates canadiens en mission à l'étranger doivent se conformer aux directives et, la plupart du temps, il s'agit de directives spéciales des dirigeants politiques du gouvernement. Certaines choses sautent aux yeux.

Vous avez ma parole, monsieur le Président, que si j'avais pris connaissance d'un projet de loi de France qui autorisait des inspecteurs français à venir au Canada imposer de nouvelles lois et inspecter nos installations, je n'aurais pas attendu les directives d'un ministère, j'aurais bondi et j'aurais dit au gouvernement français: «Vous ne pouvez pas faire cela. Cela ne vous regarde pas. Cela regarde le Canada. N'empiétez pas sur notre souveraineté.» La députée de Hamilton-Est devrait féliciter ce jeune diplomate. A sa place, elle n'aurait pas pu réagir autrement. Peut-être que, à sa manière à elle, elle a de grands talents de diplomate. Je ne peux concevoir qu'elle puisse ne pas réagir si la souveraineté canadienne était menacée par un pays étranger. C'est ce qu'a fait ce diplomate. J'approuve son geste sans réserve.

Pour ce qui est de l'objectif du projet de loi. . .

Mme Copps: C'est une honte!

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): Elle a dit qu'il était honteux de protéger la souveraineté du Canada, monsieur le Président. L'avez-vous entendue?

Mme Copps: C'est une honte. Je le répète.

M. Bouchard (Lac-Saint-Jean): C'est une honte! Le Parti libéral a fait une campagne pour effrayer les Canadiens en disant que nous, du Parti conservateur, menaçions la souveraineté du Canada avec notre projet de loi commercial. Voici maintenant la députée qui crie qu'il est honteux qu'un jeune diplomate canadien ait défendu la souveraineté du Canada à Washington.

C'est de la politique, nous le savons tous. Le problème, c'est qu'aujourd'hui, nous ne parlons pas de politique, mais d'environnement. Lorsqu'il est question d'environnement, nous devrions respecter notre engagement.